



HAL
open science

Moins d'exploitations toujours plus grandes. La tendance va-t-elle se maintenir ?

Laurent Piet

► To cite this version:

Laurent Piet. Moins d'exploitations toujours plus grandes. La tendance va-t-elle se maintenir ?. Rencontres Salon International de l'Agriculture (SIA) 2011. Le travail en agriculture, Institut National de la Recherche Agronomique (INRA). FRA., Feb 2011, Paris, France. 3 p. hal-01462591

HAL Id: hal-01462591

<https://hal.science/hal-01462591>

Submitted on 6 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les rencontres Inra

Le travail en agriculture

Rencontre organisée par l'Institut national
de la recherche agronomique
dans le cadre
du Salon international de l'agriculture

Lundi 21 février 2011

RÉSUMÉ DES INTERVENTIONS

Stand Inra • Hall 3 • allée C • n°54
Parc des expositions de Paris • Porte de Versailles

Photos : © Inra



ALIMENTATION
AGRICULTURE
ENVIRONNEMENT

INRA

Moins d'exploitations toujours plus grandes. La tendance va-t-elle se maintenir ?

LAURENT PIET

• INRA, UMR SMART
INRA-Agrocampus
4 allée Adolphe Bobierre
35011 Rennes cedex
laurent.piet@rennes.inra.fr

1. INSEE (2007). L'agriculture, nouveaux défis. Collection INSEE Références

2. Depuis 1970, une exploitation est considérée comme « professionnelle » si elle a une dimension économique de plus de 12 ha de blé ou équivalent et si elle emploie au moins 0,75 équivalent temps-plein agricole (mesuré en Unité de Travail Annuel ou UTA).

3. Rattin, S. (2007). Les sociétés agricoles en pleine croissance. Agreste Cahiers n°2.

Depuis une soixantaine d'années au moins, la France connaît un fort changement structurel en agriculture avec une diminution nette du nombre des exploitations et, parallèlement, un accroissement important de leur taille.¹ Ainsi, d'après les recensements effectués à peu près tous les dix ans par le ministère en charge de l'agriculture, on ne dénombrait plus qu'un peu plus de 650 000 exploitations en 2000 alors qu'on en comptait près de 2,3 millions en 1955 ; l'enquête la plus récente sur la structure des exploitations agricoles réalisée par ce même ministère évaluait ce nombre à un peu moins de 507 000 en 2007. Dans le même temps, la taille moyenne des exploitations, mesurée par leur surface agricole utile (SAU), est passée de moins de 15 ha en 1955 à un peu plus de 40 ha en 2000 ; en 2007, la SAU moyenne atteint près de 54 ha.

Cette double tendance vaut également depuis le début des années 80 pour la part des exploitations dites « professionnelles »² (après une phase de professionnalisation de l'agriculture française dans les années 1960-1970 qui a vu leur nombre augmenter). D'après les données du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA), le nombre de ces exploitations est ainsi passé de 746 000 en 1981 à 326 000 en 2007, et leur SAU moyenne de 35 ha à près de 80 ha sur la même période. Si ces tendances générales restent valables lorsqu'on considère les différents types d'exploitations classées selon leur activité productive principale (grandes cultures, élevage bovin laitier, etc.), on est conduit à les relativiser lorsque d'autres critères sont pris en compte. Ainsi, que ce soit pour l'ensemble des exploitations ou pour les seules professionnelles, alors que le nombre des exploitations les plus petites a diminué depuis le début des années 1980, celui des plus grandes a, au contraire, très fortement augmenté : l'effectif des exploitations professionnelles de moins de 10 ha a ainsi été divisé par deux depuis 1981 et leur taille moyenne a diminué d'environ 10 %, alors que celles de plus de 50 ha sont près d'une fois et demi plus nombreuses et 40 % plus grandes ; l'effectif des seules exploitations de plus de 100 ha a quasiment quadruplé, mais leur SAU n'a progressé « que » de 25 %. De façon similaire, l'effectif des exploitations de statut individuel a fortement régressé alors que celui des différentes formes sociétaires (GAEC, EARL, etc.) a littéralement explosé.³

La complexité des processus moteurs de ce changement structurel rend difficile la projection du nombre des exploitations à un horizon donné. Une continuation linéaire des tendances passées ne peut être satisfaisante : appliquée aux données observées entre 1955 et 1979, elle aurait prédit une disparition de l'ensemble des exploitations françaises en 2006 ! Utiliser, avec une telle méthode, les données de 1955 à 2007 ou même seulement les données les plus récentes, par exemple de 1990 à 2007, ne fait que retarder l'échéance de cette « disparition totale » (à 2019 dans le premier cas, à 2029 dans le deuxième) ; ce qui n'est pas plus crédible. L'utilisation de simples modèles de régression non linéaires permet d'obtenir des résultats plus robustes mais guère plus informatifs : i) s'ils s'ajustent bien à l'évolution de la population totale, ils se révèlent inadaptés pour projeter, par exemple, les effectifs des exploitations par classes de taille ; ii) ces modèles réalisant un simple ajustement statistique, leurs paramètres ne sont pas directement interprétables d'un point de vue technico-économique. C'est pourquoi nous avons mis au point un modèle, basé sur la méthode dite « des chaînes de Markov », qui tient compte explicitement des processus d'installation, de cessation de l'activité agricole, et d'agrandissement ou de réduction de la taille des exploitations restant en place. Estimé grâce aux effectifs observés des exploitations professionnelles rangées selon neuf classes de tailles de SAU, ce modèle permet de projeter l'effectif de chaque classe à n'importe quelle date future. Ainsi, en utilisant quinze sous-périodes d'estimation (1980-2007, 1981-2007, ..., 1994-2007) on montre que l'effectif total des exploitations professionnelles françaises serait compris entre 256 000 et 262 200 à l'horizon 2020 ; les exploitations de moins de 10 ha représenteraient alors 6,5 % de cette population (contre 9,3% en 2007), et celles de plus de 100 ha 41,8 % (contre 27,8 % en 2007). ...



- Même si elles sont issues d'un modèle économétrique élaboré, ces projections n'en reflètent pas moins elles-aussi une poursuite des tendances moyennes déduites des périodes d'estimation considérées. Les travaux en cours visent dès lors à faire en sorte que les paramètres estimés puissent évoluer au cours du temps ; l'influence de certaines variables sur le changement structurel passé pourrait alors être mise en évidence et prise en compte dans les projections. Les recherches en économie agricole ont en effet montré que plusieurs facteurs sont susceptibles d'être des déterminants importants d'une ou plusieurs des trois dimensions du changement structurel identifiées dans notre modèle (entrée, sortie et changement de taille). Parmi les facteurs les plus souvent cités, mentionnons notamment la rentabilité relative des différentes activités agricoles, les opportunités offertes dans les autres secteurs de l'économie (y compris la retraite), le progrès technique, l'existence ou non d'économies d'échelle dans la production, ou encore les politiques publiques ayant un impact sur le secteur (agricoles, environnementales, commerciales, etc. ; françaises et européennes), au premier rang desquelles, en France, les politiques dites « des structures » mises en place dès le début des années 1960 à travers les lois d'orientation agricoles successives.

Une fois mis en évidence le rôle de chacun de ces facteurs, on pourra alors s'interroger sur la nécessité ou non d'en corriger ou au contraire d'en accompagner les effets. La question sous-jacente est en effet de savoir si l'on peut, et même si l'on doit, se fixer un objectif en matière de nombre et de taille des exploitations agricoles ? En effet, plusieurs « modèles agricoles » peuvent, en première analyse, concourir au même niveau de production alimentaire, à la même occupation de l'espace et au même niveau d'emploi : par exemple, y a-t-il une différence entre 100 ha cultivés par 10 exploitations de 10 ha chacune et 1 exploitation de 100 ha ayant le même rendement moyen et occupant 1 chef et 9 salariés ? Si différence il y a, elle peut tenir à une perception sociale différente des métiers de chef d'exploitation et de salarié agricole, à une plus grande efficacité économique et/ou juridique des formes sociétaires ou individuelles, à une productivité du travail ou un impact sur l'environnement potentiellement différents selon la forme d'organisation, etc. Au-delà de la simple constatation d'une diminution constante du nombre d'exploitations, vécue comme une évolution déplorable contre laquelle il faudrait lutter, s'intéresser à l'évolution des structures agricoles conduit donc à s'interroger (ou à se réinterroger) sur les objectifs que la société assigne à son agriculture.